

Douze mois de lutte effective et stimulante

En cette clôture de l'année 2010, (con) "sacrée" par l'Europe "libérale sociale" (à moins que ce ne soit libérale-socialiste?) comme celle de la lutte contre la pauvreté, quel bilan peut-on tirer de ce qui, de prime abord, pouvait sembler la xième opération d'"autojustification" et encensement, orchestrée par ceux-là mêmes qui mènent le démantèlement de la Sécurité sociale et des droits acquis de haute lutte par les travailleurs, la chasse aux chômeurs, le rationnement et le "conditionnement" accru de l'aide sociale pour les pauvres et autres "déclassés" du "marché" du travail; qui vilipendent et dévitalisent les services publics, érigent le marché et la concurrence sans frein ni garde-fous en tabous intangibles et gages de la prospérité, et laissent les naufrageurs industriels et bancaires agir à leur guise...? Et pourtant... Et pourtant, à analyser sérieusement les multiples actions entreprises, à la faveur de cette vaste parade et mascarade "eurosatisfaite", par une grande variété d'acteurs sociaux (associatifs ou plus ou moins institutionnels, mais de moins en moins inféodés à cette Europe de la finance, des eurocrates et de la doxa libérale), on ne peut que se réjouir de la tournure de ces divers "événements" - et du tournant

DÉCRÉTÉE PAR L'UE "ANNÉE EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ", 2010 A ÉTÉ L'ENJEU ET LE THÉÂTRE DE MOBILISATIONS ALLANT BIEN AU-DELÀ DES OBJECTIFS "COSMÉTIQUES" QUE LUI ASSIGNAIENT SES CONCEPTEURS EUROCRATES, ET A PERMIS AU SECTEUR ASSOCIATIF DE SE DÉMARQUER EN DÉNONÇANT LES EFFETS DÉVASTATEURS DE LA POLITIQUE MÈNÉE PAR CES MÊMES INSTITUTIONS.

/ Denis Desbonnet
CSCE

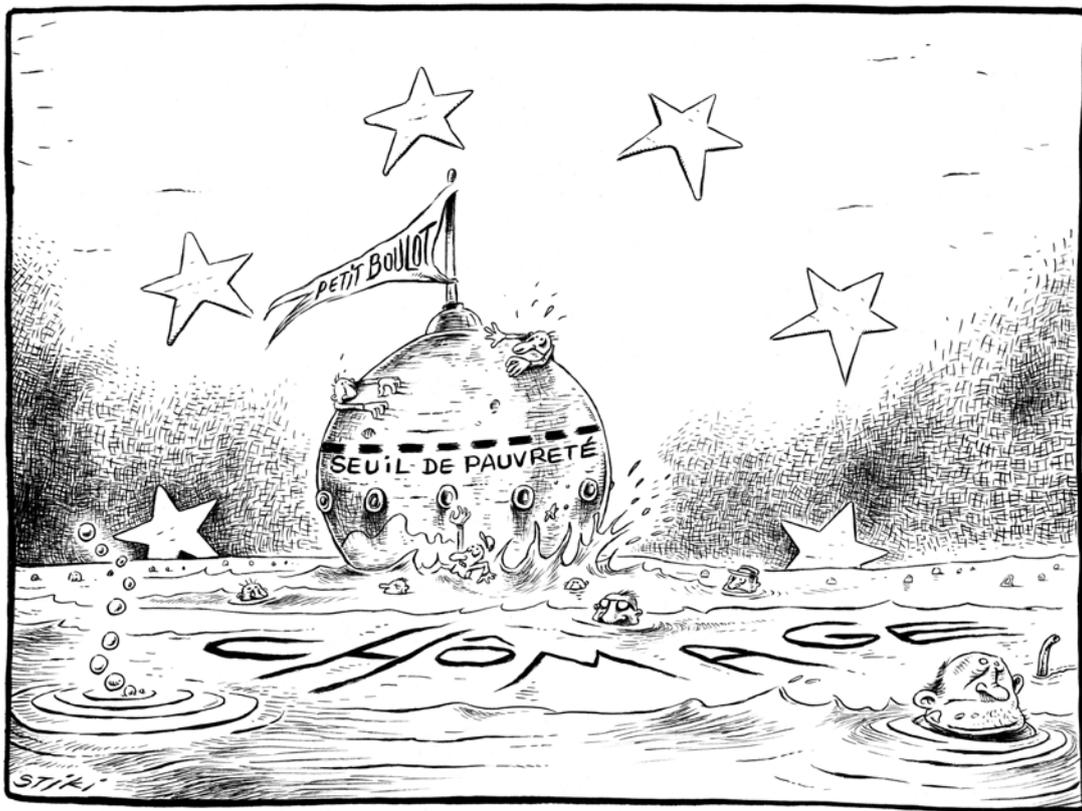
qui s'est manifestement amorcé, dans les discours comme dans les pratiques, chez ceux conviés à communier en chœur à cette célébration a priori très suspecte.

HAUSSER LE TON

Plus particulièrement, en Belgique comme au niveau européen, en dépit de certaines ambiguïtés résiduelles, le positionnement des réseaux de lutte contre la pauvreté - ces "coupoles" désignées, au nom de la nouvelle mode "pseudo-participative", par l'Europe politique elle-même comme ses interlocuteurs et "consultants" en matière de pauvreté et précarité - commence à changer radicalement, au plein sens du terme. En effet, depuis quelques années, et de façon encore plus spectaculaire

en celle qui vient de s'achever sous le signe de cette prétendue lutte contre la pauvreté, les acteurs de terrain s'insurgent et se dressent contre cette imposture et cette poudre aux yeux, pour dénoncer le double discours (mais la pensée unique) de l'Europe "d'en haut", et pour pointer les causes réelles de (autrement dit les responsabilités de celle-ci dans) l'appauvrissement généralisé, y compris de franges croissantes de la "classe moyenne". Sauf, bien sûr, pour les gros actionnaires et autres possédants, les banques renflouées à coups de milliards, les fraudeurs fiscaux "amnistiés", blanchis et encouragés... bref, pour les riches et leurs apôtres politiques de la droite "décomplexée" et de la "gauche" de plus en plus complexée et capitularde.

Une (r)évolution très nette, reflétant sûrement pour partie la radicalisation de l'Europe des peuples et des travailleurs, de la Grèce à la Belgique, en passant par la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie... face à l'austérité tous azimuts imposée par l'Europe des États à la solde du capital, de moins en moins sociaux et de plus en plus "actifs" dans la dérégulation et la marchandisation des biens et services les plus vitaux et universels. Changement de ton et de climat d'autant plus sensible que, naguère, y compris au sein de certains de ces milieux "bien intentionnés" mais surtout bien-pensants, ânonnant les "mantras" européens, dominaient des discours et des approches très caritatifs, ne cherchant pas (et en-



core moins à la remettre en cause) la véritable source de la paupérisation accélérée de couches toujours plus larges de la population partout sur notre continent, et prônant au mieux un léger "rééquilibrage" en faveur des plus "démunis et défavorisés".

Voire même, endossant quelques-uns des mythes massivement entretenus par l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale... et leurs relais au sein de la Commission européenne: à commencer par l'"employabilité", principe cardinal

censé être la voie royale voire unique de sortie de la précarité (on n'ose plus nous promettre "l'éradication de la pauvreté": la Stratégie de Lisbonne qui, en 2000, annonçait celle-ci pour cette année, s'étant, de l'avis et l'aveu de tous, dégonflée comme la baudruche qu'elle a toujours été), ou encore son corollaire, l'"activation" des chômeurs et précaires (et, de façon croissante, de tous les exclus et les victimes du système et de sa crise: petits pensionnés, handicapés, malades et invalides...), ces parasites, paresseux

et poids morts d'où venait tout le mal, économique et social.

TEMPS FORTS

Sans prétendre à l'exhaustivité, fastidieuse voire impossible, dans la présentation de ces innombrables initiatives, nous avons retenu les temps forts de cette année qui nous ont semblé les plus intéressants, significatifs et prometteurs; ceux qui ont rythmé et dynamisé (voire dynamité) ce qui aurait pu se réduire à une simple succession de grand-messes et à un catalogue de bonnes intentions et belles déclarations, mais qui s'est au final révélé un sérieux coup de boutoir dans la termitière européenne.

Sélection délibérément subjective, en fonction tout simplement de notre information et notre présence inévitablement aléatoires, mais aussi de nos "coups de cœur" et de l'enthousiasme que nous avons ressenti face aux démarches les plus "en phase" avec nos propres vision et action. Convergence qui s'est d'ailleurs concrétisée par des coopérations et alliances (et en augure bien d'autres), dans notre combat contre toutes les formes d'exclusion sociale. ■

Quelques revendications des Marches européennes des chômeurs et précaires:

- Non aux sanctions pour les allocataires de l'assurance chômage et de minima sociaux.
- Non au travail forcé et autres formules de type "emploi citoyen".
- Pour un revenu minimum européen équivalent au moins au seuil de pauvreté.
- Pour un salaire minimum européen, nettement supérieur au précédent.
- Pour le partage et la réduction significative du temps de travail, sans perte de salaire et avec maintien des acquis sociaux.
- Pour une redistribution radicale des richesses.

(30)

LES ACTIONS DU RÉSEAU BELGE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ (BAPN)

Denis Desbonnet

(32)

QUAND LES MOBILISATIONS EUROPÉENNES CONVERGENT A BRUXELLES...

Denis Desbonnet

(34)

INITIATIVES A RETENIR

Denis Desbonnet

(36)

L'ÉTAT DE LA PAUVRETÉ A BRUXELLES

Annette Perdaens